

un taux d'intérêt trop élevé, que les améliorations agricoles ont été lentes à se produire.

L'agriculture, comme les autres industries, peut quelquefois avoir besoin d'argent, pour porter au cultivateur, de temps à autre aide et protection, à l'occasion des pertes qu'il éprouve par des accidents causés aux récoltes, achat de grains de semence, etc. Sous ce rapport, et pour remédier en quelque sorte aux pertes éprouvées, le prêt d'argent ne saurait être nuisible au cultivateur; au contraire, il favoriserait, outre l'exploitation d'une ferme, la culture du sol en général.

Lors qu'un cultivateur a besoin d'acheter des engrais qu'il ne peut se procurer sur sa ferme, pour donner plus de fertilité au sol qu'il cultive, — que par le manque d'outillage agricole, il ne peut faire ses travaux de culture aussi promptement possible et en diminuer par là le coût, — que, pour la même raison, il éprouve des pertes pour avoir été en retard quant à ses travaux de fenaison, la rentrée de ses récoltes, etc., — qu'il n'a pas les moyens d'acheter les grains de semence nécessaires à son exploitation, devra-t-il, pour remédier à cet état de choses, n'avoir pas recours à l'emprunt, s'il lui est possible d'obtenir de l'argent à un taux d'intérêt raisonnable et pour un temps qui paraîtrait suffisant à l'emprunteur afin d'en faire le remboursement au délai fixé?

Se priver d'un semblable secours serait, pour un cultivateur, consentir à rester dans l'ornière de la routine, pour n'obtenir que des récoltes dont le rendement diminuerait de plus en plus chaque année.

Au contraire, qu'advierait-il si le cultivateur pouvait emprunter de l'argent à un taux en rapport avec les besoins de son exploitation agricole? Il doublerait et même triplerait en rendements ses différentes récoltes, en diminuant à la fois le coût des travaux de culture; tout en vendant les produits de sa ferme à un prix réduit et à la portée des industriels, il retirerait de sa culture un profit qui assurerait le succès dans l'exploitation de sa ferme. La question à résoudre en faveur du crédit agricole est d'intérêt public; les industries seraient prospères si les matières premières de fabrication achetées des cultivateurs étaient vendues à bas prix, quoique de bonne qualité; le marchand y gagnerait de son côté si le cultivateur, dont la culture serait payante, achetait au comptant ou en échange de produits, tout ce qu'il ne pourrait obtenir sur sa ferme. Ainsi il n'y a pas lieu de s'étonner si plus

que jamais on semble vouloir favoriser le crédit agricole et les institutions de bienfaisance en faveur des campagnes; les associations agricoles, de leur côté, de même que les industriels et le commerce réclament avec instance le crédit agricole en faveur du cultivateur, dans le but de faciliter les améliorations agricoles sur une ferme, encourager l'usage des instruments d'agriculture perfectionnés, l'achat de grains et grains de semence de choix, etc.

Il est inutile, non-seulement d'assurer aux cultivateurs des marchés rapprochés et d'un accès facile avec prix de transport peu coûteux, s'il s'agit d'un commerce d'exportation le plus souvent fait par trop d'intermédiaires comme agents de commerce, ayant parfois des intérêts à protéger et qui ne peuvent s'allier avec ceux du cultivateur, quand ils contribuent à déprécier ses produits, par l'usage, par des retards de vente ou des spéculations trop hasardeuses. Il est nécessaire surtout de favoriser le plus possible les cultivateurs qui sont les agents directs de la production agricole par la large part qu'ils prennent aux travaux de la culture pour favoriser de plus en plus la végétation des plantes de toutes sortes; ces agents indispensables de la production ont besoin du crédit agricole afin de contribuer, au moyen d'améliorations indispensables, à augmenter le rendement des récoltes, et à des taux réduits quant aux frais nécessités pour leur production.

Le crédit agricole profitablement appliqué, ensemble avec l'enseignement agricole, sont les bases principales sur lesquelles l'agriculture doit s'appuyer pour devenir prospère. Ce sont en effet les deux points importants qui attirent surtout l'attention des associations agricoles qui font en leur faveur une propagande active.

La question du crédit qui préoccupe si vivement tous les amis de l'agriculture est arrivée à un point où elle devra recevoir une prompte solution.

Quant à l'enseignement de l'agriculture théorique et pratique, il suffit de profiter de l'immense avantage qu'il y a de se le procurer dans les écoles spéciales d'agriculture.

Tous reconnaissent que la culture du sol est aussi lucrative que les autres industries, même davantage avec la condition de lui accorder les mêmes soins et la même protection. Mais pour agir efficacement et donner au sol tout ce qu'il a besoin pour produire de bonnes récoltes, il faut des capitaux, c'est-à-dire une réserve en argent pour pouvoir faire les améliorations nécessaires afin d'assurer le succès dans